

# On the Horizon

## Burundi

### DERNIÈRES TENDANCES

Plus de 2 000 soldats burundais combattent les rebelles du RED-Tabara et l'insurrection du M23 dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), attisant les tensions avec le Rwanda, qui soutiendrait les deux groupes. Alors que des soldats auraient déserté et refusé d'être déployés, les autorités burundaises ont accusé le RED-Tabara d'orchestrer de violentes attaques à Bujumbura et ont poursuivi leur répression contre les dissidents.

### À SURVEILLER



### A QUOI FAUT-IL VEILLER DANS LES SEMAINES ET LES MOIS À VENIR

#### 1. Les déploiements dans l'est de la RDC risquent d'accroître les tensions avec le Rwanda et dans le pays.

Le gouvernement continuera probablement à envoyer des troupes dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu de la RDC pour combattre respectivement les rebelles du M23 et du RED-Tabara, alors que Gitega se rapproche de Kinshasa et prend davantage ses distances vis-à-vis de Kigali.

L'agitation et la frustration au sein de l'armée concernant les mauvaises conditions de déploiement dans l'est de la RDC pourraient s'accroître, risquant de renforcer les tensions ethniques entre Hutu et Tutsi.

Les Imbonerakure, la milice de jeunes du parti au pouvoir, continueront probablement à recevoir une formation de type paramilitaire avant un éventuel déploiement en RDC.

Les rebelles du RED-Tabara pourraient mener de nouvelles attaques sur le sol burundais, avec l'appui éventuel du Rwanda et de la diaspora.

**A SURVEILLER :** La rhétorique hostile des dirigeants politiques rwandais et burundais ; le déploiement de troupes supplémentaires (pouvant inclure des membres des Imbonerakure) dans l'est de la RDC ; le mécontentement au sein de l'armée en raison des mauvaises conditions de déploiement ; la capture d'autres soldats burundais par les rebelles du M23.

## Conséquences possibles

Le regain des tensions avec le Rwanda pourrait entraîner le gouvernement du président Evariste Ndayishimiye dans un conflit régional de plus grande ampleur, opposant Gitega et Kinshasa d'un côté à Kigali de l'autre. Chaque camp ayant recours à des groupes intermédiaires peu contrôlés pour appuyer des armées connues pour leur indiscipline, les habitantes et les habitants de l'est de la RDC pourraient être la cible de nouvelles exactions, notamment de meurtres, de violences sexuelles, d'expulsions forcées et de vols de bétail. Les groupes d'insurgés burundais pourraient mener de nouvelles attaques sur le sol burundais, tuant ou blessant des civils.

Le mécontentement parmi les forces de sécurité pourrait accroître les tensions au sein de l'élite burundaise et ouvrir des brèches dans l'appareil politique et sécuritaire, notamment en renforçant les clivages ethniques entre Hutu et Tutsi, alimentant l'instabilité politique et la violence.

## 2. L'espace politique risque de se rétrécir encore davantage avant les élections législatives de 2025

Avant le scrutin, le gouvernement va probablement intensifier la répression contre les partisans d'Agathon Rwasa, l'ancien dirigeant du Congrès national pour la liberté (CNL).

La police, les services de renseignement et les Imbonerakure vont probablement restreindre encore davantage toute possibilité de discours critique.

La société civile, l'opposition et ceux qui contestent ces mesures pourraient être contraints de s'exiler ou de se retirer de la scène publique, alors que les conditions socioéconomiques se détériorent.

**A SURVEILLER :** Le sort des partisans de l'ancien dirigeant du CNL, Agathon Rwasa ; la rhétorique de division sur les réseaux sociaux avant les élections de 2025 ; la montée de l'insécurité, y compris des attaques contre l'opposition ; la possibilité de manifestations en raison de l'augmentation du coût de la vie, d'affaires de corruption et de l'effondrement des services publics, y compris de l'électricité.

### A surveiller

Le parti au pouvoir, déjà mis à rude épreuve par la situation politique dans la région des Grands Lacs et de sombres perspectives socioéconomiques, pourrait se fissurer et restreindra probablement davantage l'espace démocratique à l'approche des élections législatives de 2025, ce qui pourrait conduire à une instabilité politique.

La montée de la violence – y compris contre l'opposition – pourrait aggraver l'insécurité dans l'ensemble du pays, en particulier dans la province de Cibitoke.

**ON THE HORIZON JUIN-NOVEMBRE 2024** Offre un aperçu des crises et des conflits qui risquent de s'intensifier au cours des trois à six prochains mois dans un format clair et accessible, identifiant les éléments déclencheurs d'une éventuelle escalade, les dates clés à garder à l'esprit et le comportement éventuel des acteurs, afin de soutenir les efforts de prévention des conflits au niveau mondial.

**MÉTHODOLOGIE** L'information ci-dessus s'appuie sur notre bulletin de suivi des conflits, CrisisWatch, et les analyses qualitatives des analystes de Crisis Group qui sont basés dans ou près de zones de conflits. Ce document doit être lu en complément de nos rapports pays et régions, ainsi que de nos outils d'alerte précoce, tous disponibles sur le site [crisisgroup.org](https://www.crisisgroup.org).